

**8 JUIN 2001. — Décret modifiant l'article 1<sup>er</sup>bis de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup>bis de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, inséré par le décret du 1<sup>er</sup> avril 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « correspondant à des seuils de bruit » sont supprimés;

2° le paragraphe 2 est complété par les alinéas suivants :

« La deuxième zone du Plan d'exposition au bruit, dénommée « Zone B », est celle pour laquelle l'indicateur  $L_{dn}$  est égal ou supérieur à 65 dB (A) et inférieur à 70 dB (A).

La troisième zone du Plan d'exposition au bruit, dénommée « Zone C », est celle pour laquelle l'indicateur  $L_{dn}$  est égal ou supérieur à 60 dB (A) et inférieur à 65 dB (A).

La quatrième zone du Plan d'exposition au bruit, dénommée « Zone D », est celle pour laquelle l'indicateur  $L_{dn}$  est égal ou supérieur à 55 dB (A) et inférieur à 60 dB (A). »;

3° il est ajouté un paragraphe 4 et un paragraphe 5 rédigés comme suit :

« § 4. Dans ces zones d'exposition au bruit, le Gouvernement wallon peut arrêter des seuils de bruit maximum exprimés en  $L_{max}$  à ne pas dépasser par les aéronefs qui utilisent les aéroports relevant de la Région wallonne entre 22 heures et 7 heures.

Ces seuils de bruit maximum sont déterminés en fonction de la valeur de l'indicateur  $L_{max}$  sur la base notamment des définitions suivantes :

— le niveau de pression acoustique équivalent pondéré « A » :  $L_{Aeq}(T)$

Le niveau de pression acoustique équivalent pondéré A ( $L_{Aeq}$ ) d'un bruit fluctuant mesuré en un lieu géographique déterminé pendant une période T est le niveau du bruit continu stable qui, au cours d'une période égale, aurait la même pression quadratique moyenne que le bruit fluctuant.

$$L_{Aeq}(T) = 10 \log_{10} \frac{1}{T} \int_0^T \frac{PA^2(t) dt}{P0^2}$$

PA (t) = pression acoustique pondérée A, fonction du temps, en Pascals

Po = pression acoustique de référence égale à 20 uPa

T = durée d'intégration du bruit fluctuant

— le niveau sonore maximum d'un aéronef,  $L_{max}$  : la valeur maximale du niveau de pression acoustique  $L_{Aeq}$  (1s) mesuré lors du passage d'un aéronef et spécifiquement engendré par lui en un lieu géographique déterminé, soit { [  $L_{Aeq}$  (1s) ] avion } max

Pour ce qui concerne l'aéroport de Liège-Bierset, dans la deuxième zone du Plan d'exposition au bruit, dénommée « Zone B », le seuil de bruit maximum engendré au sol est de 87 dB (A) exprimé en  $L_{max}$ .

Dans la troisième zone du Plan d'exposition au bruit, dénommée « Zone C », le seuil de bruit maximum engendré au sol est de 82 dB (A) exprimé en  $L_{max}$ .

Dans la quatrième zone du Plan d'exposition au bruit, dénommée « Zone D », le seuil de bruit maximum engendré au sol est de 77 dB (A) exprimé en  $L_{max}$ .

Pour ce qui concerne l'aéroport de Charleroi-Bruxelles Sud, dans la deuxième zone du Plan d'exposition au bruit, dénommée « Zone B », le seuil de bruit maximum engendré au sol est de 87 dB (A) exprimé en  $L_{max}$ .

Dans la troisième zone du Plan d'exposition au bruit, dénommée « Zone C », le seuil de bruit maximum engendré au sol est de 82 dB (A) exprimé en  $L_{max}$ .

Dans la quatrième zone du Plan d'exposition au bruit, dénommée « Zone D », le seuil de bruit maximum engendré au sol est de 77 dB (A) exprimé en  $L_{max}$ .

§ 5. En dehors des zones d'exposition au bruit que le Gouvernement peut arrêter, il est habilité à fixer des seuils de bruit maximum exprimés en  $L_{max}$  à ne pas dépasser par les aéronefs qui utilisent les aéroports relevant de la Région wallonne entre 22 heures et 7 heures.

En dehors des zones d'exposition au bruit délimitées pour l'aéroport de Liège-Bierset et l'aéroport de Charleroi-Bruxelles Sud, le seuil de bruit maximum engendré au sol est inférieur à 77 dB (A) exprimé en  $L_{max}$  »;

4° il est ajouté un paragraphe 6, un paragraphe 7, un paragraphe 8 et un paragraphe 9 libellés comme suit :

§ 6. La ou les principales pièces de nuit des habitations comprises dans les zones B, C et D du Plan d'exposition au bruit de Liège-Bierset font l'objet de travaux d'isolation qui, par des techniques appropriées, assurent le respect d'un affaiblissement du bruit de - 42 dB (A) pour les habitations de zone B, de - 37 dB(A) pour les habitations de zone C, de - 32 dB (A) pour les habitations de zone D.

Les travaux s'exécutent aux frais de la Région wallonne, dans les limites d'intervention, aux conditions et selon la procédure arrêtées par le Gouvernement.

De même, l'isolation de la ou des principales pièces de jour des habitations, comprises dans les zones B, C et D de Liège-Bierset ou dans les zones A, B, C et D de Charleroi-Bruxelles Sud, s'exécute également dans le respect d'un affaiblissement du bruit, le Gouvernement étant en outre chargé d'arrêter le seuil de bruit maximum engendré au sol, entre 7 heures et 22 heures, exprimé en  $L_{max}$ , étant entendu que pour les zones B, le seuil de bruit est fixé à 93 dB(A) maximum et l'affaiblissement du bruit à 38 dB(A).

§ 7. Les sanctions visées à l'article 6 du décret du 23 juin 1994 relatif à la création et à l'exploitation des aéroports et aérodromes relevant de la Région wallonne sont applicables en cas de non-respect des seuils de bruit engendrés au sol, exprimés en  $L_{max}$ .

§ 8. Les seuils de bruit maximum engendrés au sol, exprimés en  $L_{max}$ , ne sont applicables qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2002, pour les compagnies ayant exploité des aéronefs sur ces aéroports avant l'entrée en vigueur du présent décret.

§ 9. Le Gouvernement peut fixer des seuils de bruit maximum engendrés au sol, exprimés en  $L_{max}$ , inférieurs aux seuils fixés dans le présent décret. »

**Art. 2.** Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 8 juin 2001.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E. de la Recherche et des Technologies nouvelles,  
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,  
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,  
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,  
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,  
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,  
Mme M. ARENA

---

Note

(1) Session 2000-2001.

Documents du Conseil. — 184 (2000-2001) N°s 1 à 7.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 29 mai 2001. Discussion - Votes.

---

ÜBERSETZUNG

D. 2001 — 1562

[C — 2001/27331]

**8. JUNI 2001 — Dekret zur Abänderung von Artikel 1bis des Gesetzes vom 18. Juli 1973  
über die Lärmbekämpfung (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - Der durch das Dekret vom 1. April 1999 eingefügte Artikel 1 bis des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung wird folgendermaßen abgeändert:

1° In § 2 Absatz 1 wird der Wortlaut „, die Lärmschwellen entsprechen,“ gestrichen.

2° § 2 wird durch folgende Absätze ergänzt:

« Die zweite "Zone B" genannte Zone des Lärmbelastungsplans ist diejenige, für die der Lärmindex  $L_{dn}$  eine Lärmelastung von 65 dB (A) oder mehr und von weniger als 70 dB (A) aufweist.

Die dritte "Zone C" genannte Zone des Lärmbelastungsplans ist diejenige, für die der Lärmindex  $L_{dn}$  eine Lärmelastung von 60 dB (A) oder mehr und von weniger als 65 dB (A) aufweist.

Die vierte "Zone D" genannte Zone des Lärmelastungsplans ist diejenige, für die der Lärmindex  $L_{dn}$  eine Lärmelastung von 55 dB (A) oder mehr und von weniger als 60 dB (A) aufweist. »

3° Ein § 4 und ein § 5 mit folgendem Wortlaut werden hinzugefügt:

« § 4. In diesen Lärmelastungszonen kann die Wallonische Regierung in  $L_{max}$  ausgedrückte Höchstlärmeschwellen bestimmen, welche die Luftfahrzeuge, die die Flughäfen, die unter den Zuständigkeitsbereich der Wallonischen Region fallen, zwischen 22 Uhr und 7 Uhr benutzen, nicht überschreiten dürfen.

Diese Höchstlärmeschwellen werden je nach dem Wert des Index  $L_{max}$  bestimmt, insbesondere aufgrund der folgenden Begriffsbestimmungen:

— Der A-gewichtete Schalldruckpegel:  $L_{Aeq}$  (T)

Der A-gewichtete Schalldruckpegel ( $L_{Aeq}$ ) eines schwankenden Geräuchs, der während einer bestimmten Zeitspanne T an einem bestimmten geographischen Ort gemessen wird, ist der beständige Dauergeräuschpegel, der während einer gleichen Zeitspanne denselben mittleren quadratischen Druck wie das schwankende Geräusch aufweisen würde.

$$L_{Aeq}(T) = 10 \log_{10} \frac{1}{T} \int_0^T \frac{PA^2(t) dt}{P0^2}$$

wobei:

$PA(t)$  = A-gewichteter Schalldruckpegel, Funktion der Zeit, in Pascal

$P0$  = Bezugsschalldruckpegel, entspricht 20 uPa

T = Integrationsdauer des schwankenden Geräusches

— Der maximale Schallpegel eines Luftfahrzeugs,  $L_{max}$ : der Höchstwert des Schalldruckpegels  $L_{Aeq}$  (1s), der bei dem Vorüberfliegen eines Luftfahrzeugs gemessen wird, und spezifisch durch dieses in einem bestimmten geographischen Ort erzeugt wird, d.h.:  $\{[L_{Aeq}(1s)]_{Flugzeug}\}_{max}$ .

Was den Flughafen von Lüttich-Bierset angeht, beträgt die in  $L_{max}$  ausgedrückte Höchstlärmeschwelle am Boden in der "Zone B" genannten zweiten Zone des Lärmelastungsplans 87 dB(A).

In der "Zone C" genannten dritten Zone des Lärmelastungsplans beträgt die in  $L_{max}$  ausgedrückte Höchstlärmeschwelle am Boden 82 dB(A).

In der "Zone D" genannten vierten Zone des Lärmelastungsplans beträgt die in  $L_{max}$  ausgedrückte Höchstlärmeschwelle am Boden 77 dB(A).

Was den Flughafen von Charleroi-Brüssel Süd angeht, beträgt die in  $L_{max}$  ausgedrückte Höchstlärmeschwelle am Boden in der "Zone B" genannten zweiten Zone des Lärmelastungsplans 87 dB(A).

In der "Zone C" genannten dritten Zone des Lärmelastungsplans beträgt die in  $L_{max}$  ausgedrückte Höchstlärmeschwelle am Boden 82 dB(A).

In der "Zone D" genannten vierten Zone des Lärmelastungsplans beträgt die in  $L_{max}$  ausgedrückte Höchstlärmeschwelle am Boden 77 dB(A).

§ 5. Außerhalb der Lärmelastungszonen, die von der Regierung bestimmt werden können, ist letztere befugt, in  $L_{max}$  ausgedrückte Höchstlärmeschwellen festzulegen, welche die Flugzeuge, die die Flughäfen, die unter den Zuständigkeitsbereich der Wallonischen Region fallen, zwischen 22 Uhr und 7Uhr benutzen, nicht überschreiten dürfen.

Außerhalb der Lärmelastungszonen, die für den Flughafen von Lüttich-Bierset und den Flughafen von Charleroi-Brüssel Süd bestimmt werden, liegt die in  $L_{max}$  ausgedrückte Höchstlärmeschwelle am Boden unter 77 dB (A).

4° Ein § 6, ein § 7, ein § 8 und ein § 9 mit folgendem Wortlaut werden hinzugefügt:

§ 6. Der oder die Hauptschlafräume der Wohnungen, die sich in den Zonen B, C und D des Lärmelastungsplans von Lüttich-Bierset befinden, bilden den Gegenstand von Isolierungsarbeiten die durch die Anwendung geeigneter Techniken die Einhaltung einer Lärmschwächung von -42 dB(A) für die Wohnungen in der Zone B, -37 dB(A) in der Zone C und -32 dB(A) in der Zone D gewährleisten.

Die Kosten für diese Arbeiten werden von der Wallonischen Region übernommen, unter Einhaltung der Leistungsgrenzen, Bedingungen und des Verfahrens, die von der Regierung bestimmt werden.

So wird auch die Isolierung des oder der Haupttagesräume der Wohnungen, die sich in der Zone B, C und D von Lüttich-Bierset oder in den Zonen A, B, C und D von Charleroi-Brüssel Süd befinden, unter Einhaltung einer erforderlichen Lärmschwächung vorgenommen, wobei die Regierung zusätzlich die in  $L_{max}$  ausgedrückten Höchstlärmeschwellen am Boden zwischen 7 Uhr und 22 Uhr zu bestimmen hat, wobei die Lärmschwelle für die Zonen B auf höchstens 93 dB(A) und die Lärmschwächung auf 38 dB(A) festgelegt ist.

§ 7. Die in Art. 6 des Dekrets vom 23. Juni 1994 über die Schaffung und den Betrieb von Flughäfen und Flugplätzen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, gemeinten Strafen sind im Falle der Nichteinhaltung der in  $L_{max}$  ausgedrückten Höchstlärmeschwellen am Boden anwendbar.

§ 8. Die in  $L_{max}$  ausgedrückten Höchstlärmeschwellen am Boden sind nur ab dem 1. Juli 2002 anwendbar für die Gesellschaften, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets auf diesen Flughäfen Luftfahrzeuge betrieben haben.

§ 9. Die Regierung kann in  $L_{max}$  ausgedrückte Höchstlärmeschwellen am Boden bestimmen, die die in dem vorliegenden Dekret bestimmten Schwellenwerte unterschreiten.»

**Art. 2** - Das vorliegende Dekret tritt am Tage seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird.

Namur, den 8. Juni 2001

Der Minister-Präsident,  
J.-CL. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,  
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,  
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,  
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,  
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,  
J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
J.-M. SEVERIN

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,  
Th. DETIENNE

Die Ministerin der Beschäftigung und der Ausbildung,  
Frau M. ARENA

---

Note

(1) *Sitzung 2000 - 2001*

*Dokumente des Rats* — 184 (2000 - 2001), Nr. 1 bis 7

*Ausführliches Sitzungsprotokoll* — Öffentliche Sitzung vom 29. Mai 2001. Diskussion. Abstimmung.

---

VERTALING

N. 2001 — 1562

[C — 2001/27331]

**8 JUNI 2001. — Decreet houdende wijziging van artikel 1bis van de wet van 18 juli 1973  
betreffende de bestrijding van de geluidshinder (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekraftigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** In artikel 1bis van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder, ingevoegd bij het decreet van 1 april 1999, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, 1ste lid, worden de woorden "op grond van geluidsremmels" geschrapt.

2° paragraaf 2 wordt aangevuld met volgende leden :

« De tweede zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder, zone B genoemd, vertoont een geluidsindicator  $L_{dn}$  van minimum 65 dB (A) die minder bedraagt dan 70 dB (A).

De derde zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder, zone C genoemd, vertoont een geluidsindicator  $L_{dn}$  van minimum 60 dB (A) die minder bedraagt dan 65 dB (A).

De vierde zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder, zone D genoemd, vertoont een geluidsindicator  $L_{dn}$  van minimum 55 dB (A) die minder bedraagt dan 60 dB (A).

3° er worden een vierde paragraaf en een vijfde paragraaf toegevoegd, luidend als volgt :

« § 4. In deze aan geluidshinder blootgestelde zones kan de Regering maximale geluidsremmels bepalen, uitgedrukt in  $L_{max}$ , die door de luchtvaartuigen die luchthavens van het Waalse Gewest tussen 22 en 7 uur gebruiken, niet overschreden mogen worden.

Deze maximale geluidsremmels worden bepaald naar gelang van de waarde van de geluidsindicator  $L_{max}$ , met name op grond van de volgende definities :

— A-gewogen equivalent geluidsdruppel :  $L_{Aeq}(T)$

Het A-gewogen equivalent geluidsdruppel  $L_{Aeq}$  van een fluctuerend geluid, gemeten op een bepaalde geografische plaats gedurende het tijdsinterval T is het constant en stabiel geluidsniveau dat gedurende een gelijk tijdsinterval dezelfde gemiddelde kwadraatdruk zou hebben als het fluctuerend geluid.

$$L_{Aeq}(T) = 10 \log_{10} \frac{1}{T} \int_0^T \frac{PA^2(t) dt}{P_0^2}$$

PA (t) = A-gewogen geluidsdruppel, naar gelang het tijdsinterval, in Pascal

P<sub>0</sub> = geluidsdruppel die als referentie geldt, gelijk aan 20uPa

T = duur voor de integratie van het fluctuerend geluid

— Het maximum geluidsniveau van een luchtvaartuig,  $L_{max}$  : de maximumwaarde van het geluidsdruppel  $L_{Aeq}(1s)$  gemeten bij de doorgang van een luchtvaartuig en specifiek door hem voortgebracht op een bepaalde geografische plaats, met name  $\{[L_{Aeq}(1s)]_{dictie}\}_{max}$ .

Wat de luchthaven Luik-Bierset betreft, bedraagt de op de grond voortgebrachte geluidsrempe in de tweede zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder, zone B genoemd, maximum 87 dB (A), uitgedrukt in  $L_{max}$ .

In de derde zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder, zone C genoemd, bedraagt de op de grond voortgebrachte geluidsrempe maximum 82 dB (A), uitgedrukt in  $L_{max}$ .

In de vierde zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder, zone D genoemd, bedraagt de op de grond voortgebrachte geluidsrempe maximum 77 dB (A), uitgedrukt in  $L_{max}$ .

Wat de luchthaven Charleroi-Brussel-Zuid betreft, bedraagt de op de grond voortgebrachte geluidsrempe in de tweede zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder, zone B genoemd, maximum 87 dB (A), uitgedrukt in  $L_{max}$ .

In de derde zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder, zone C genoemd, bedraagt de op de grond voortgebrachte geluidsrempe maximum 82 dB (A), uitgedrukt in  $L_{max}$ .

In de vierde zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder, zone D genoemd, bedraagt de op de grond voortgebrachte geluidsrempe maximum 77 dB (A), uitgedrukt in  $L_{max}$ .

§ 5. Naast de aan geluidshinder blootgestelde zones die door de Regering bepaald kunnen worden, is ze ook bevoegd voor de vaststelling van geluidsrempe, uitgedrukt in  $L_{max}$ , die door de luchtvaartuigen die luchthavens van het Waalse Gewest tussen 22 en 7 uur gebruiken, niet overschreden mogen worden.

Buiten de aan geluidshinder blootgestelde zones die voor de luchthaven Luik-Bierset en de luchthaven Charleroi-Brussel-Zuid afgebakend zijn, bedraagt de op de grond voortgebrachte geluidsrempe minder dan 77 dB (A), uitgedrukt in  $L_{max}$ . »

4° Er worden een paragraaf 6, een paragraaf 7, een paragraaf 8 en een paragraaf 9 toegevoegd, luidend als volgt :

§ 6. In de voornaamste nachtruimte(n) van de woningen gelegen binnen de zones B, C en D van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van Luik-Bierset worden isolatiewerken uitgevoerd waarbij via geschikte technieken gezorgd wordt voor een geluidsvermindering van - 42 dB (A) voor de woningen van zone B, van - 37 dB (A) voor de woningen van zone C, van - 32 dB (A) voor de woningen van zone D.

De kosten van de uitgevoerde werken zijn voor rekening van het Waalse Gewest binnen de perken van de tegemoetkomingen, onder de voorwaarden en volgens de procedure die door de Regering worden bepaald.

De isolatiewerken in de voornaamste nachtruimte(n) van de woningen, gelegen binnen de zones B, C en D van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van Luik-Bierset of binnen de zones A, B, C en D van Charleroi-Brussel-Zuid worden ook uitgevoerd met inachtneming van een vereiste geluidsvermindering, waarbij de Regering belast is met de vaststelling van de op de grond voortgebrachte geluidsrempe tussen 7 en 22 uur, uitgedrukt in  $L_{max}$ , met dien verstande dat de geluidsrempe voor de zones B vastgesteld is op maximum 93 dB (A) en de geluidsvermindering op 38 dB (A).

§ 7. De strafbepalingen bedoeld in artikel 6 van het decreet van 23 juni 1994 betreffende de oprichting en de uitbating van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens en vliegvelden zijn van toepassing indien de op de grond voortgebrachte geluidsrempe, uitgedrukt in  $L_{max}$ , niet in acht genomen worden.

§ 8. De op de grond voortgebrachte geluidsrempe, uitgedrukt in  $L_{max}$ , zijn slechts vanaf 1 juli 2002 van toepassing voor de maatschappijen die luchtvaartuigen op deze luchthavens vóór de inwerkingtreding van dit decreet hebben geëxploiteerd.

§ 9. De Regering kan op de grond voortgebrachte maximumgeluidsrempe, uitgedrukt in  $L_{max}$ , vaststellen die lager zijn dan de bij dit decreet bepaalde drempels.

**Art. 2.** Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 8 juni 2001.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,  
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,  
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,  
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,  
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,  
Mevr. M. ARENA

—  
Nota

(1) *Zitting 2000-2001.*

*Stukken van de Raad.* — 184 (2000-2001) Nrs. 1 tot en met 7.

*Volledig verslag.* — Openbare vergadering van 29 mei 2001. Besprekings. Stemmingen.